Document généré le 16 juil. 2025 08:04

Dalhousie French Studies
Revue d'études littéraires du Canada atlantique

Dalhousie French Studies
revue d'études littéraires du Canada atlantique

« Conspuez l'espion ! C'est l'Allemand qu'il nous faut ! » : Fausses nouvelles et fabrique de l'espion dans l'Ouest de la France durant la Première Guerre mondiale

Ronan Richard

Numéro 118, printemps 2021

Infox, Fake News et « Nouvelles faulses » : perspectives historiques (XVe – XXe siècles)

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1081085ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1081085ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Department of French, Dalhousie University

ISSN

0711-8813 (imprimé)
2562-8704 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Richard, R. (2021). « Conspuez l'espion ! C'est l'Allemand qu'il nous faut ! » : Fausses nouvelles et fabrique de l'espion dans l'Ouest de la France durant la Première Guerre mondiale. *Dalhousie French Studies*, (118), 105–126. https://doi.org/10.7202/1081085ar

Résumé de l'article

Durant la guerre, le cumul de tensions, d'angoisse et de traumas collectifs forme un « bouillon de culture » des plus favorables à l'émergence et à la prolifération des fausses nouvelles, des rumeurs et des légendes. La première d'entre elle, l'espionnite, explose dès les premières heures du conflit. L'arrière est alors le théâtre d'une véritable explosion chauvine conduisant nombre de civils à traquer sans relâche cet « ennemi de l'intérieur » diabolisé par la propagande sur la barbarie allemande. En Bretagne, cette psychose a été savamment préparée par des publications d'avant-guerre dénonçant la présence sur les côtes d'une « avant-garde de l'armée allemande ». Dans ce contexte, rumeurs et ragots fantasmatiques pullulent et créent une suspicion envers tout ce qui sort de l'ordinaire. Ces fausses nouvelles, parfois relayées par la presse, se répandent essentiellement par voie orale, par le biais des blessés, des permissionnaires ou encore des réfugiés. Elles transitent généralement par les principaux noeuds de communication, tout spécialement les gares. Ainsi abreuvées de rumeurs et de légendes, les populations de l'arrière s'impliquent activement dans cette traque de l'espion, dégénérant en violences populaires vengeresses et irrationnelles d'autant plus embarrassantes pour les autorités qu'en l'occurrence, ces espions sont partout imaginaires.

All Rights Reserved © Dalhousie French Studies, 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

« Conspuez l'espion ! C'est l'Allemand qu'il nous faut ! » : Fausses nouvelles et fabrique de l'espion dans l'Ouest de la France durant la Première Guerre mondiale

Ronan Richard

« Quand la guerre survient pullulent les mensonges » écrit en 1916 le sociologue belge Fernand Van Langenhove[1]. Cinq ans avant Marc Bloch[2], il démontre avec pertinence à quel point la guerre, avec son cortège d'angoisse, de fatigue et de traumas collectifs, constitue un bouillon de culture favorable à l'émergence et à la prolifération des fausses nouvelles en tout genre. On les retrouve spécialement à l'œuvre dans le développement de cette forme aiguë de paranoïa collective que constitue l'espionnite. Dès les premiers jours de la guerre, l'arrière est en effet le théâtre d'une véritable explosion chauvine (Becker 1977, 513) qui conduit nombre de civils à traquer sans relâche l'« ennemi de l'intérieur ». Ces représentations collectives tourmentent sourdement les esprits et essaiment partout sur le territoire. L'environnement psychologique propre à cette guerre aux répercussions sociales et culturelles sans précédent attise la psychose de l'espion et incite les « renifleurs » à guetter partout l'augure, l'intrus, l'étrangeté, renforçant l'ancrage de la société dans le fantasme. Cette traque prend un sens d'autant plus patriotique qu'une autre légende assimilant l'ennemi à la barbarie confère à l'espionnite des allures de croisade morale. Notre contribution se propose donc d'historiciser ces fausses nouvelles en tentant de cerner, à l'échelle de l'ouest français, le terreau et les interrelations spatiales et sociales complexes qui ont présidé à la production et à la circulation de cette construction mentale que constitue la théorie de « l'ennemi chez nous ». Parallèlement, nous analyserons les répercussions sociales de ces rumeurs génératrices de débordements populaires qui, à l'instar d'autres épisodes historiques, relèvent d'une forme de gestion sociale de la peur.

Un cas d'école : l'affaire de l'espion déguisé en femme de Plouézec

« À l'exemple de la capitale, il n'était pas de petite ville, voire de village, qui n'eût son roman d'espionnage. On voyait des espions partout... Si vous étiez [...] incrédule, on vous lançait des regards soupçonneux et l'on vous demandait vos papiers » (Capy, 87-88). Dans ces lignes, la journaliste et militante syndicale et féministe Marcelle Capy traduit bien le degré de contamination de l'espionnite en France durant la guerre. La presse locale, les correspondances et les témoignages de l'arrière regorgent d'exemples plus ou moins cocasses attestant de cette hantise de l'espion virant chez certains à l'obsession. Si leur exposé tient le plus souvent de l'entrefilet anecdotique, certaines sources plus prolixes permettent une approche micro-historique très éclairante sur les mécaniques de la rumeur. Une analyse à la loupe permet en effet de cerner le contexte historique, sociologique et même psychologique et de comprendre, de sa genèse à sa maturation, quels acteurs et vecteurs concourent à son développement. L'une des affaires les plus intéressantes de ce point de vue est celle de « l'espion déguisé en femme » survenue en 1917 à Plouézec. Le récit très circonstancié nous en est fait par l'instituteur local à la fin de la guerre[3]. L'intrigue a pour cadre cette petite commune de près de 5000 habitants sise sur la côte nord bretonne du Goëlo. La population se partage entre la pêche et l'agriculture, activités parfois mêlées chez ces familles de marins cultivateurs faisant fructifier une petite parcelle. Proche du port

1 « Kommt der Krieg ins Land, dann gibt's Lügen wie Sand » dans Langenhove, p. 1.
2 Bloch, Marc. « Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre » (1921).
3 Archives départementales des Côtes d'Armor (ADCA), 1 T 402, notices communales 1914-1918, commune de Plouézec.

de Paimpol, fleuron national de la pêche à la morue mythifié par les écrivains Pierre Loti et Théodore Botrel, ce village aborde la guerre dans un contexte de profonde déstabilisation. Si sa population plafonne encore en 1911, contrairement aux communes de l'intérieur marquées par une forte émigration, l'agriculture y est en pleine mutation avec le développement des primeurs. Quant à la grande pêche, elle n'est elle-même plus aussi florissante. Loin de l'image romanesque du surhomme beau et courageux qu'en offre la littérature « islandaise », celle des Loti, Botrel, Le Goffic ou Le Braz, les marins sont massivement marqués par le surmenage et l'alcoolisme[4]. Leurs revenus, quoique supérieurs à ceux des paysans qui vivent dans la précarité, restent négativement insuffisants au regard de la dureté et des risques du métier. Si peu de grèves ont affecté le territoire, la guerre s'abat en 1914 sur un petit monde structurellement ébranlé et rongé d'inquiétude quant à son devenir.

Comme tous les territoires ruraux, qui constituent le principal vivier de recrutement des mobilisés de l'infanterie, la guerre a durement affecté et endeuillé le pays du Goëlo. En outre, l'information y circule mal. Plouézec n'est pas encore desservi par le train et le *Journal de Paimpol*, l'organe phare du Goëlo, est publié en français, ce qui rend son contenu inaccessible à une partie de cette population bretonnante[5]. Dans ce contexte où l'angoisse, le deuil et le déchirement des liens sociaux viennent se greffer sur un socle économique et social fragilisé, le pays du Goëlo est un terreau fertile pour la circulation des bruits. Chez les propagandistes les plus zélés de la lutte contre l'espionnage, la rumeur de planification d'un débarquement allemand sur l'Île de Bréhat fait florès depuis août 1914, notamment dans la presse conservatrice. Gavés de bruits alarmistes, les autochtones se convainquent de la réalité d'une menace dont ils ne perçoivent pas l'irrationnalité. À Ploubazlanec, une localité voisine, l'instituteur souligne combien est forte la défiance vis à vis de l'étranger, chacun se ralliant au mot d'ordre : « sus aux espions et aux traîtres ! » À Plouézec même, l'instituteur décrit ainsi l'état d'esprit général :

> La forme espion, étant la plus mystérieuse et par conséquent la plus malfaisante, était dans notre pays la plus commune ; on en avait la hantise, les figures les plus familières elles-mêmes osaient parfois devenir suspectes. Toutes les nuits, des trépidations d'autos ravitailleuses de sous-marins s'entendaient, des signaux lumineux couraient comme de grands follets sur les grèves de Kérity, autour de l'abbaye de Beauport et dans la « villa des pins » sise au milieu de ce délicieux petit bois qui domine la vallée de Beauport. Des personnes attardées avaient rencontré à minuit, non pas des Korrigans comme on pourrait le croire, mais des espions boches déguisés en religieuses[6].

Ne manque à ce bouillon de culture que l'événement fortuit dont l'observation erronée et l'interprétation inexacte vont précipiter le déclenchement de la rumeur. Celle-ci éclate « comme la foudre » en juillet 1917 suite à l'arrestation d'un « espion déguisé en femme », surpris à griffonner notes et croquis aux abords du sémaphore de Bilfot. L'événement fait sensation et au sein de la foule massée pour accueillir le dangereux individu, les bruits avant-coureurs en dressent un portrait effrayant : une figure horrible, des pieds gigantesques, des mains velues. L'instituteur rapporte ainsi l'arrivée du cortège dans le village :

> L'espion-femme fut annoncé de loin par un ensemble de cris qui n'avaient rien d'harmonieux ; il passa tout à coup escorté sous le soleil de midi par une foule hurlante de gamins mal mouchés et de mégères armées de fourches et de bâtons ;

4 Voir Chappé, François. « Paimpol (1880-1914) : Mythes et réalités ».

5 Selon Fanch Broudic, plus de 80 % des populations de la Basse Bretagne bretonnante ne s'expriment habituellement qu'en breton. 50 % sont complètement monolingues et ne maîtrisent aucunement le français.

6 ADCA, 1 T 402, notices communales 1914-1918, commune de Plouézec.

> deux douaniers en uniformes et baïonnettes au canon protégeaient la prisonnière des coups mais non pas des insultes[7].

Conduit en mairie et fouillé, le dangereux espion paraît au narrateur sous un jour bien différent de celui dont la rumeur s'est faite l'écho. C'est une femme en grand deuil, calme, triste mais nullement intimidée, de haute taille et d'âge mûr mais de physionomie ordinaire et qui n'a sur elle rien de compromettant. Et pour cause ! Aux gendarmes accourus de Paimpol, elle décline son identité et donne sa version des faits. « L'espion déguisé en femme » est en réalité une respectable citoyenne française, veuve du général de Pandézec[8], qui effectuait en tenue de deuil une promenade solitaire et contemplative pour jouir de la splendeur de la baie et des granits roses. Confrontés à cette inconnue et à l'étrangeté de sa tenue, des enfants l'ont traitée de « boche ». Alertés par des riverains, les douaniers l'ont interpellée par précaution et, l'apercevant ainsi encadrée de représentants de l'autorité, les habitants du secteur se sont convaincus de sa culpabilité et sont venus gonfler le cortège, lui donnant toutes les apparences d'une mobilisation citoyenne.

L'affaire de Plouézec est à plus d'un titre emblématique. On a bien affaire ici au développement d'une rumeur, à savoir d'une *information brève, inexacte et déformée au gré de sa diffusion par le mode du bouche-à-oreille dans un milieu déterminé et durant un temps assez court.* On y perçoit l'importance du contexte social et psychologique local et le poids d'une anxiété collective sur laquelle surfe la fausse nouvelle. On y lit également tout le mécanisme chronologique de la rumeur : le travail de veille citoyenne des « renifleurs » de l'arrière, à l'affût de toute étrangeté perturbant le paysage quotidien, l'intervention populaire en relais du délateur et le transfert systématique aux autorités, sur lesquelles la foule maintient sa pression jusqu'à la résolution de l'affaire. On y comprend enfin toute la complexité des attitudes populaires, jamais monolithiques, face à ce type d'événement. Car si la foule est ici dépeinte comme facilement inflammable, tumultueuse, primitive et exclusivement spontanée, l'ensemble des habitants ne se confond pas avec le cortège vociférant de ces « citoyens vigilants ». Le narrateur constitue l'exemple le plus évident de cette discordance sociale. Nanti, certes, d'un recul de deux ans sur les faits, il semble surtout avoir hérité de sa formation et sans doute de ses inclinations personnelles une appétence pour le doute méthodique, un souci d'analyse rationnelle des faits et un sens critique intact, toutes qualités dont il use non sans une ironie un brin condescendante dans la chute de son récit :

> Les habitants de Plouézec n'aiment pas qu'on leur vante leurs prouesses policières, leur amour propre très spécial ne se console pas d'avoir fait du mauvais travail. Toutefois, cette aventure eut du moins le résultat de calmer cette peur exagérée de l'espion. Les lueurs fugitives dans la nuit s'éteignirent, les autos mystérieuses et les sous-marins fantômes disparurent, il n'y eut que le tintement du glas, hélas trop souvent répété, qui vint rappeler chez nous les cauchemars de la guerre[9].

Pour comprendre comment de telles rumeurs ont pu proliférer en France durant toute la guerre, il est nécessaire de replonger aux sources de l'espionnite. Ourdie par l'extrême droite durant les années d'avant-guerre, l'explosion de ces comportements en apparence purement nationalistes n'est pourtant pas prévisible lorsque survient, le 2 août 1914, la déclaration de mobilisation générale qui prélude à la guerre.

---

7 *Idem*.
8 Il s'agit du général Jean-Marie Pendezec, ancien chef d'État-major de l'Armée, décédé en 1913.
9 ADCA, 1 T 402, notices communales 1914-1918, commune de Plouézec.

Août 14 : au carrefour de deux légendes

Les entrées en guerre sont toujours des condensés d'émotions parfois contradictoires mais généralement intenses et excessives. Peu propice à l'exercice d'un raisonnement rationnel des faits, ce mélange d'angoisse et de ferveur nationaliste, parfois teintée de haine et de rage, va s'avérer au contraire très favorable à la diffusion des rumeurs. Deux vont connaître un développement particulièrement rapide jusqu'au point de former des récits conçus comme cohérents, transcendant le temps et l'espace et porteurs d'un vrai sens moralisateur. En clair, ces rumeurs se muent peu à peu en véritables légendes.

L'espionnite

Dès l'annonce de la mobilisation, des manifestations de violences populaires se déroulent dans toutes les grandes villes de France où des foules déchaînées laissent exploser leur rage contre tout ce qui symbolise l'ennemi. Jean-Jacques Becker (1977) a minutieusement analysé cette brève flambée de violence xénophobe durant laquelle des biens allemands ou autrichiens vont être identifiés et saccagés et leurs propriétaires sérieusement malmenés par des groupes de citoyens surexcités. Dans le bassin houiller du Nord, des mineurs français molestent des ouvriers allemands, autrichiens et polonais (Becker 1977, 497). À Marseille, André Lorulot assiste aux mêmes agissements populaires :

> Dans son ensemble, la populace déchaînée est toujours repoussante. Au début de la guerre, j'ai assisté moi-même à des scènes scandaleuses de lynchage. J'ai vu la foule ignoble se ruer sur un ou deux individus sans défense soupçonnés d'être des Allemands. J'ai assisté avec indignation au pillage et à la destruction de magasins allemands, et j'ai vu la tourbe populaire arracher des mains de la police, pour les piétiner, ceux qui étaient conduits devant les autorités afin de justifier leur identité. (Lorulot, 13)

Plusieurs témoignages attestent de la terreur ressentie par ces civils durant ces journées dantesques. « Les Français étaient comme fous[10] » écrit Otto Müller, auquel fait écho son camarade d'internement Hugo Ringer :

> Des masses d'une populace sauvage traversaient les rues de la ville. Tout ce qui avait un certain caractère étranger était démoli. Des vitrines de magasins, de restaurants et des usines furent victimes de la populace en grand nombre. Et malheur à celui qui était reconnu lorsqu'il était tombé entre ses mains. On lui arrachait ses vêtements, il était frappé jusqu'au sang et, à moitié mort, il devait être néanmoins content lorsqu'il avait pu rester en vie. Plus d'un aurait, paraît-il, laissé sa vie sous les poings de la masse fanatique pendant ces jours d'horreur, comme cela m'a été déclaré par des témoins oculaires dignes de foi. (Richard, 23)

Dans ce contexte, la part de l'exaltation chauvine joue évidemment son rôle mais elle ne suffit pas à expliquer un déchaînement de violences xénophobes aussi fanatique et irrationnel. Jean-Jacques Becker a en effet bien montré l'inanité des thèses sur le renouveau nationaliste des années d'avant-guerre. Selon lui, l'idée de revanche est alors en grande partie éteinte dans une opinion publique française qui n'éprouve pas d'animosité généralisée à l'endroit de l'Allemagne (Becker 1977, 53-83). Pour autant, le nationalisme xénophobe couve toujours sous la cendre. Dans la petite station balnéaire bretonne de Saint-Quay-Portrieux, où elle a trouvé refuge, la jeune étudiante alsacienne Louise Weiss fait le constat de la prégnance des suspicions et des amalgames :

10 ADCA, 9 R 53, Étrangers internés civils, témoignages et correspondances des internés civils, courriers d'Otto Müller, juin 1915.

> Il faut dire que les nombreuses branches de ma famille et leurs alliés – les Herrenschmidt, les Holtzer, les Schwartz, les Freundler – avaient, bien avant guerre, pris l'habitude de s'agglutiner à Saint-Quay-Portrieux, bourgade sans prétention, alors peu préparée au tourisme, et qu'ils avaient transformée en une colonie où l'expression de « sale boche » revenait constamment. (Weiss, 177-178)

Comment ne pas faire le lien avec les déplorations de l'écrivain breton Charles Le Goffic selon lequel l'antique clientèle élégante des baigneurs parisiens s'était vue supplantée quelques années avant la guerre par celle de ces « pacifiques et benoîtes tribus d'Allemands » investissant les villas reculées et se familiarisant avec les autochtones ?

> Rien qu'autour de Ploumanach, on comptait une douzaine de ces braves têtes de boches à figures de pédagogues, aux lunettes à branches dorées, chevauchant des nez qu'on aurait pu qualifier de doctoraux sans les fortes narines dont ils humaient voluptueusement l'air du large – ou l'odeur des carnages prochains. Et la terrible saillie des maxillaires, détendus par un sourire trop large et trop perpétuel pour n'être pas affecté, achevait de renseigner sur les intentions véritables, le secret état d'âme de ces fourriers de l'invasion, déguisés en *herren professoren*, voire en pasteurs de l'Église réformée. (Le Goffic, 5)

Ces propos témoignent de la rapidité et de la facilité avec laquelle ces préjugés xénophobes, repris et enrichis par l'iconographie de propagande, ont pu être immédiatement remobilisés et alimenter ainsi la flambée d'espionnite. Tous les ingrédients du bouillon de culture psychologique et émotionnel favorable à la diffusion des rumeurs et légendes sont alors réunis. L'entrée en guerre, d'une part, constitue un choc émotionnel d'une grande brutalité. « Comment expliquer que la guerre, tant de fois prévue, prédite depuis 1905, quand elle éclate dans l'été 1914, parut tomber sur le monde comme une avalanche ? » résume ainsi après-guerre l'historien Jules Isaac (22). Cette sidération traverse toutes les couches de la société et vient réveiller une imagerie collective fossilisée depuis 1870 et entretenue à la fois par la littérature folklorique et par des romans d'espionnage fortement manichéens, opposant à la figure citoyenne de l'espion français l'image inquiétante de son homologue prussien, maléfique, rusé et sournois[11]. Ce réveil nationaliste et chauvin se double du trauma collectif suscité par la mobilisation générale de centaines de milliers d'hommes, privant chaque famille d'un père, d'un ou plusieurs fils et frères. Fragilisé par cette ponction qui pèse autant affectivement que socialement et économiquement, l'ensemble du corps social est tenaillé par l'angoisse. Les recherches en psychologie sociale sont ici d'un apport décisif dans la compréhension des réponses comportementales à cette peur collective. Il semble bien en effet que, dans le contexte particulier de l'entrée en guerre, les réactions instinctives de fuite ou de paralysie soient restées marginales. Surprises par le faible nombre d'insoumis et de déserteurs, les autorités françaises renoncent même à procéder aux arrestations des individus présumés dangereux listés dans le fameux carnet B[12]. Parallèlement, une fraction nationaliste, intolérante et agressive, se déchaîne dans la rue en stigmatisant des boucs-émissaires dont l'élimination représente l'exutoire le plus efficace à l'anxiété ambiante. Cette minorité agissante se rabat ainsi sur tout ce qui lui paraît plus ou moins directement associé à l'ennemi, dans une ambiance surchauffée ne laissant aucune place au raisonnement ni à l'analyse rationnelle. L'espionnite trouve ainsi sa logique dans cette volonté collective de maîtriser un potentiel effet de panique en confiant à la rumeur publique le soin d'identifier le danger et à la foule

11 Voir Bleton, Paul. *La Cristallisation de l'ombre. Les origines oubliées du roman d'espionnage sous la III^e^ République*.

12 Le Carnet B est un instrument de surveillance créé en 1886 pour lutter contre l'espionnage. Il recense tous les individus suspects de pouvoir troubler l'ordre public, dont les antimilitaristes. Voir sur ce point Becker 1973.

celui de l'éradiquer. Loin d'une simple anarchie spontanée, les violences de rue relèvent donc en partie d'une stratégie inconsciente de gestion sociale de la peur.

Cette explosion de rage essentiellement urbaine vise logiquement les individus et les établissements allemands et autrichiens. À Paris, les 2 et 3 août 1914, les devantures dont les propriétaires sont clairement identifiés comme ressortissants ennemis sont vandalisées. Mais, parce qu'elle est dénuée de toute anticipation réflexive, cette violence populaire s'invente aussi des dangers en s'en prenant à des biens et des personnes ne présentant que l'apparence de l'ennemi.

> Il ne fit pas bon, pendant quelques jours, rapporte Victor Leca, de ne pas s'appeler Dupont, Martin ou Bernard, car un nom d'apparence teutonne rendait suspect son propriétaire, qui s'entendait injurier, se voyait menacer, et devait réclamer de la police aide et protection. Des boutiquiers – beaucoup de magasins, brasseries, etc., ayant été saccagés – collèrent sur leurs devantures des étiquettes avec la mention : *Maison française.* Quelques-uns y mirent leur livret militaire. D'autres, une attestation du Commissaire de police ou de la Municipalité, comme quoi ils étaient français, avaient été soldats, ou l'étaient, ou avaient un ou plusieurs fils sous les drapeaux (Leca, 98-100).

Cet impératif de transparence se retrouve partout. Dans la Sarthe, des entrepreneurs publient dans la presse locale des encarts publicitaires pour le moins révélateurs du climat ambiant :

> Maison CREMIEUX, tailleur, Le Mans. Monsieur L. HAYMANN, propriétaire de la Maison Crémieux, a l'honneur de faire connaître à ses nombreux clients qu'il est à même de leur donner toute satisfaction, ses assortiments étant rentrés depuis la mobilisation. L. HAYMANN, Classe 1880, ancien chef au 1er régiment de cuirassiers (simple réponse aux lâches, concurrents déloyaux ou autres, qui lancent des bruits infâmes)[13].

Une simple suspicion peut en effet immédiatement dégénérer. Gabriel Chevalier dépeint ainsi, dans *La peur*, la mécanique de l'espionnite en contant la mésaventure d'un citoyen français qui, refusant seulement de chanter *La Marseillaise* et d'ainsi célébrer la guerre, se retrouve en butte à la fureur populaire qui déforme les faits en assimilant mécaniquement le pacifiste à l'espion :

> Une voix crie : Cassez-lui la gueule à ce lâche ! Une bousculade se produit de l'arrière, des cannes se lèvent, des tables sont renversées, des verres brisés. L'attroupement, en un instant, devient énorme. Ceux des derniers rangs, qui n'ont rien vu, renseignent les nouveaux arrivants : C'est un espion. Il a crié « Vive l'Allemagne » ! (Chevalier, 9)

Et Chevalier de conclure : « On ne s'avise pas de résister à l'opinion publique ».

Le même processus d'aveuglement conduit à la destruction de nombreux établissements qui n'ont de « boche » que la réputation ou l'apparence. Le cas le plus notoire reste celui de la société Maggi. Qu'importe à ses vilipendistes que Julius Maggi soit en réalité un entrepreneur italo-suisse, installé à Paris depuis 1902, ou qu'il soit fournisseur de l'armée française et officier de la Légion d'honneur depuis 1907. Au premier rang des accusateurs, *L'Action française*, Léon Daudet en tête, ont orchestré en 1913 et 1914 une formidable campagne visant à dénoncer la collusion entre Maggi et l'Allemagne[14]. L'objectif de ces polémistes, démunis de preuves étayant leurs accusations, consiste plutôt à instiller le doute et à susciter l'amalgame dans une logique d'auto-

13 *Le Sarthois*, 30 octobre 1914.

14 Voir Forcade, Olivier. « L'Action française contre l'espionnage allemand : une rhétorique de la trahison devant l'opinion ».

persuasion concernant un vaste complot de l'espionnage allemand sur le sol français. La tactique, à l'évidence, paye et la rumeur oriente les franges les plus violentes des manifestants des 2 et 3 août vers les quelques 850 enseignes de la firme laitière en région parisienne, puis dans toute la France. À chaque fois, il semble que l'action soit prise en main par un groupe réduit agissant sous le regard tantôt approbateur et goguenard, tantôt curieux, mais toujours passif de la foule attroupée. On retrouve une constante de la psychologie sociale dans cette tendance collective à vaincre son anxiété en déléguant l'initiative à des leaders exprimant une forte vision nationaliste et une appétence prononcée pour une violence vengeresse. Il reste pourtant difficile de mesurer la part d'excitation nationaliste, de jalousie commerciale ou d'esprit de rapine motivant les actes des casseurs, souvent qualifiés d'apaches ou de vauriens par une presse unanimement réprobatrice. En la matière, le ragot le dispute souvent à la rumeur lorsque la délation porte en elle une visée purement personnelle et clairement dévaluatrice.

Plus symptomatique de l'espionnite ambiante constitue la suspicion à l'endroit d'une filiale de Maggi, la société des bouillons Kub. Victime d'un véritable délit d'orthographe, celle-ci est immédiatement stigmatisée. Pour *L'Action française*, Kub roule pour l'Allemagne et ses plaques publicitaires, omniprésentes sur le territoire français, contiennent des indications codées permettant d'orienter les futures troupes allemandes d'invasion et de les renseigner sur l'organisation militaire française. Comme les produits laitiers de sa société mère, ses cubes sont en outre réputés empoisonnés. Loin de calmer ces billevesées, les autorités doivent les prendre en compte et s'efforcer de calmer les esprits en ordonnant, sur tout le territoire national, la destruction de ces affiches que toute la pyramide sociale, des élites jusqu'à la base, fantasme en armes de guerre. Maurice Le Lannou se souvient ainsi dans ses mémoires de l'enracinement de ce véritable mythe dans les esprits des habitants de Saint-Brieuc qui « dénonçaient l'énorme inscription Kub – le Kub du bouillon – qui signalait de leur ville le beau viaduc de la ligne Paris-Brest, et où ils voyaient un repère pour saboteurs » (Le Lannou, 74). Pour preuve, il évoque le soin obsessionnel apporté par Napol, le zélé garde-champêtre du village de Plouha, à la surveillance quotidienne d'un modeste ponceau de briques orné, lui aussi, de son inscription « Kub ». Preuve, selon Le Lannou, qu'il « avait compris, entre deux vins rouges préfectoraux, et le danger, et son devoir » (Le Lannou, 75).

Ainsi, c'est durant ces tout premiers jours d'août 1914 que se forge dans les esprits les plus anxieux et les plus crédules la théorie d'une présence ancienne et massive de l'espion à l'arrière. Certes, cette espionnite se fait rapidement plus sourde et les débordements de violence induits disparaissent au bout de quelques semaines. Mais le « bouillon de culture » que nourrissent le deuil, l'angoisse et les bouleversements sociaux ne disparaît pas. L'affaire de Plouézec le montre bien : à chaque instant, le virus peut frapper une communauté, si tant est qu'un événement singulier et inhabituel s'y produise. Et la rumeur de renaître avec d'autant plus de facilité qu'un autre cycle de légende, apparu à la fin du mois d'août 1914, vient transformer la guerre entre nations en une véritable croisade pour la civilisation.

Le mythe de la barbarie allemande

« Les Français se sont installés dans la guerre comme dans une maison neuve » (Becker 1980, 97), écrit de manière étonnamment prophétique un journaliste beauvaisien en octobre 1914. Il traduit là une des données les plus utiles à la compréhension de la Première Guerre mondiale : prévue courte, triomphale et sans grandes répercussions socio-économiques, elle défie en un mois tous les pronostics et prend alors des allures de saut total dans l'inconnu. Dans ce contexte en soi bouleversant, un paramètre déterminant vient alourdir encore le sentiment d'incertitude et d'angoisse généralisé : l'information. Soldats et civils comprennent précocement que les communiqués officiels leur dissimulent tout ou partie de la vérité et qu'ils pratiquent une forme de bourrage de crâne destiné à manipuler les

esprits. Parallèlement, les courriers circulent mal et leur contenu est strictement contrôlé, ce qui limite d'autant la transmission d'informations de première main concernant les opérations militaires. Le terrain est idéal pour la circulation des rumeurs. « Pour nous, plus de nouvelles, les faux bruits allaient pouvoir circuler librement » écrit ainsi avec lucidité la jeune Henriette Thiesset, depuis son village de Ham le 31 août 1914 (Thiesset, 40). Dès lors débute l'ère des « on dit », invérifiables et anxiogènes, qui emplissent chaque témoignage de guerre, militaire comme civil. Ils se diffusent au gré de l'extraordinaire brassage de populations engendré par la guerre de mouvement, progressant de bouches à oreilles dans ces indescriptibles cohues pédestres, automobiles ou ferroviaires de soldats, d'évacués, de réfugiés et de migrants volontaires et générant cette forme de « culture de la peur [...] qui joue avec la peur de la peur », si bien décrite par Edgar Morin (131-139). Parmi les constructions mentales dont bruissent ces rumeurs, celle de la barbarie allemande va peu à peu enfler et s'ancrer dans les représentations de l'arrière.

On en retrouve la trace dès la fin du mois d'août dans cette relation de l'accueil populaire à l'arrivée des premiers prisonniers de guerre à Rennes : « Un vieil ouvrier clame : "Ah ! Vous n'êtes plus en train d'éventrer les femmes !" Un autre : "Voyous, vaches, assassins, bandits !" Sur cette foule frémissante passe un souffle de colère[15] ». L'imagerie associée aux soldats allemands mobilise déjà solidement le registre de la barbarie. Ce constat semble alors général. Ainsi le recteur de la petite paroisse rurale de Quintenic emploie-t-il le même champ lexical pour qualifier les soldats allemands de « barbares » et de « hordes d'Attila[16] ». Cet amalgame visant à diaboliser l'Allemand apparaît très clairement durant la période d'invasion de la Belgique et du Nord et de l'Est de la France, où se développe en quelques jours un double cycle de légendes. Si ces constructions mentales ne créent pas l'espionnite, l'assimilation de l'ennemi à la barbarie vient peu à peu inscrire la traque de l'espion dans un combat plus global à vocation civilisationnelle.

Les accusations d'atrocités qui fondent l'assimilation des soldats allemands à des hordes barbares trouvent leurs sources dans une courte période s'étendant de la fin août au début du mois de septembre 1914. Les travaux fondateurs de Fernand Van Langenhove, renouvelés par ceux d'Alan Kramer et de John Horne[17], permettent de mieux cerner la genèse de ce cycle de légendes emboîtées. Dès les premiers jours de l'invasion de la Belgique, les soldats allemands, traumatisés par la dureté des premiers combats et convaincus par leur propre hiérarchie de l'existence de francs-tireurs belges s'attaquant aux soldats, exorcisent leur peur en s'en prenant aux populations civiles. Une fois encore, le mécanisme de la rumeur opère. Exténués et terrorisés, constamment à l'affût du danger, ces jeunes mobilisés perdent toute clairvoyance et commettent de nombreuses exactions consécutives à des erreurs d'interprétation de comportements observés chez les civils et parfois à des situations de panique et d'hystérie collective incontrôlables. Le bilan de ces exactions, justifiées du côté allemand par la théorie de la « guerre des peuples », est particulièrement lourd. Des dizaines de localités sont saccagées et incendiées, 20 000 bâtiments sont détruits et près de 6500 civils massacrés. De l'amplification et de l'instrumentalisation de ces faits naît alors un nouveau cycle de légendes accréditant la thèse de la barbarie allemande, comme celle des enfants aux mains coupées. De quelques cas anecdotiques, invérifiables, inquantifiables et peu significatifs, la fausse nouvelle se répand sans le concours des autorités qui sont informées de son caractère systématiquement fantaisiste par les nombreuses enquêtes de police ou de gendarmerie et qui craignent plus

15 *L'Ouest-Éclair*, 23 août 1914. Le même constat et les mêmes propos furent rapportés par *le Nouvelliste de Bretagne* du même jour.

16 Archives diocésaines de Saint-Brieuc (ADSB), cahiers de paroisses, cahier de la paroisse de Quintenic.

17 Horne, John et Kramer, Alan. *1914. Les atrocités allemandes. La vérité sur les crimes de guerre en France et en Belgique.*

que tout qu'elle n'engendre des effets de panique. Elle circule donc de manière autonome, en dehors des circuits officiels, et prend une place déterminante dans l'optique d'une guerre conçue comme une croisade pour le droit. Très utilisée par l'iconographie de propagande, elle ancre l'imaginaire collectif dans la certitude de l'existence d'une barbarie allemande congénitale.

Dès le mois de septembre, les représentations de la frange la plus crédule de la population s'enrichissent donc de ces deux constructions mentales que sont la croyance en une présence massive d'espions à l'arrière et en la barbarie allemande. Elles relèvent toutes deux de la légende, en cela qu'elles constituent des formes narratives qui vont être peu à peu formalisées et qui vont surtout déborder de l'espace local qui les a vues naître et s'inscrire dans une temporalité plus longue.

De la construction à la réception des rumeurs et des légendes : vecteurs et spatialité

Comme toute information, la rumeur est un flux qui circule suivant des réseaux et grâce à des vecteurs spécifiques. Elle converge vers des nœuds de communication où elle se transmet et se déforme tout à la fois, avant d'être redistribuée spatialement. Peut-on, grâce aux sources dont nous disposons, affiner le mécanisme particulier de cette circulation et de ce rayonnement de l'espionnite durant la Première Guerre mondiale ?

Vecteurs

La première évidence consisterait à attribuer aux combattants la construction et la diffusion de la légende du teuton barbare et sanguinaire, qui insère la traque de l'espion dans une logique plus globale de croisade. Si l'on suit ici la théorie des promoteurs de la culture de guerre, la haine de l'ennemi aurait en effet constitué l'un des traits communs cimentant combattants et civils et motivant leur endurance et leur consentement à la guerre[18]. Cette détestation, ce nous semble, n'est pas objectivée par les sources. La lecture exhaustive des témoignages de toutes natures – carnets, journaux, correspondances – démontre que la représentation de l'ennemi y est en réalité très contrastée et surtout très changeante. La haine de l'ennemi n'en est certes pas absente mais elle s'avère parfois fugace ou associée à des épisodes personnels particulièrement traumatisants comme la mort d'un proche ou la découverte d'un village détruit. Parallèlement, confrontés aux prisonniers, les combattants font montre d'une palette d'attitudes très variées alliant l'injure à la curiosité, à la moquerie mais aussi parfois à l'empathie. En clair, le combattant ne transmet pas à l'arrière un discours monolithique sur l'ennemi, encore moins sur sa barbarie. Des saccages et des incendies de villages perpétrés par les troupes allemandes sont certes souvent évoqués mais, en retour, beaucoup de témoins attestent aussi de pillages commis par des soldats français dans des villages français du front. Ces destructions ne constituent donc pas un marqueur de la barbarie mais une dérive collatérale de la guerre. Témoignages et courriers ne mentionnent du reste que peu de cas d'atrocités ou d'exactions. Ces faits leur sont ainsi souvent rapportés par des réfugiés, comme sous la plume du lieutenant Belleil :

> Loques humaines terrorisées, ils racontent les cruautés dont ils ont été témoins : femmes violentées, hommes, jeunes gens fusillés, maisons, fermes incendiées, pillage systématique et complet. […] A Vaudoncourt où nous sommes, […] les émigrants racontent qu'aux environs d'Audun-le-Roman, les Allemands fusillent tout le monde, femmes, vieillards et enfants[19].

Plus souvent encore, faute d'information transparente et d'une vision globale des événements, les récits sont puisés à des sources indéfinies, qui prolifèrent jusqu'à régner sans partage. Édouard Coeurdevey, qui présente l'avantage d'avoir fait toute la guerre et

18 Voir sur ce point Audoin-Rouzeau Stéphane et Becker Annette. *14-18. Retrouver la guerre.*

19 *Récit de guerre d'un officier d'artillerie (Période du 1er août 1914 au 12 février 1915), Lieutenant BELLEIL au 31ème Régiment d'Artillerie de Campagne du Mans.* Plessala : Bretagne 14-18, 2005.

de s'être trouvé impliqué aussi bien aux avant-postes qu'en arrière du front, n'évoque qu'une seule fois des exactions auxquelles il n'a clairement pas assisté : « on raconte que les Allemands achèvent les blessés. Les hommes du 133e ont la rage » (Coeurdevey, 24). À près de 100 reprises ensuite, son récit se réfère à des « on dit », « rumeurs », « bruits », « racontars », « canards », « mensonges » et « fausses nouvelles ». Encore cela ne concerne-t-il jamais l'ennemi mais davantage la conduite des opérations à toutes les échelles. Jamais il ne mentionne la source de ces informations mais on peut adhérer ici aux suppositions de Marc Bloch sur le rôle des militaires mobiles dans l'information des combattants des premières lignes. Selon lui, une vraie défiance règne vis à vis de l'imprimé et, dans la tranchée, il paraît admis « que tout pouvait être vrai à l'exception de ce qu'on laissait imprimer » (Bloch, 32). Cette défiance à l'égard de l'imprimé n'est pas alors cantonnée au front. Les civils comme les combattants portent sur la presse un regard ambivalent. Pour les uns, l'imprimé est effectivement suspect de collusion avec des autorités accusées de dissimuler la vérité. Marcelle Capy s'emporte spécialement contre les journaux reprenant *in extenso* ces communiqués militaires inchangés « qui donnaient à chacun des nuits paisibles et des matins d'espérance » (Capy, 35). Évoquant leurs articles délayés « dans une sauce au "Boche" fort pimentée, (avalée) avec volupté par toutes les petites gens de la région », elle stigmatise les « feuilles de chou » dans lesquelles de petits éditorialistes de province, soucieux de singer « ces messieurs de la coupole », usent de leur « prose chauvine » et de leur « tartine héroïque » comme d'un « cataplasme d'optimisme sur les yeux des naïfs » (Capy, 109-111). Pour d'autres cependant, l'imprimé mobilise toutes les ressources humaines spécialisées aptes à valider la nouvelle. Ainsi l'arrivée des journaux sur le front suscite-t-elle aussi parfois l'émeute (Chagnaud, 96). Toujours est-il que, trop souvent démunis d'informations écrites, les combattants s'en remettent à la transmission orale des nouvelles, qu'ils reçoivent surtout des ravitailleurs et autres agents de liaison, téléphonistes ou observateurs d'artillerie. Ce petit monde de l'arrière immédiat les puise souvent lui-même aux sources civiles, à l'instar des conducteurs de train. En clair, le combattant ne sait pas grand-chose hors de son horizon très réduit et quand il sait, il le tait le plus souvent à ses proches. Le permissionnaire, regardé comme sorti d'un autre univers, est d'ailleurs critiqué pour sa distance, son silence ou sa réticence à évoquer une expérience dont certains aspects sont incommunicables. Comme dans ses courriers, le soldat est volontiers mutique pour ne pas inquiéter ses proches ou faute tout simplement de trouver les mots pour dire l'indicible, comme le souligne Fernand Léger dans une lettre du 30 octobre 1916 à son ami Louis Poughon : « je ne puis absolument pas te décrire cela. Ceux qui veulent le faire font de la littérature et de la mauvaise » (Léger, 66). Maurice Genevoix avoue lui-même griffonner à la hâte quelques bouts de lettres épurés, vidés de toute vérité trop crue, redisant les mots banals qui pourtant sont les mots attendus : « Bonne santé ; bon espoir » (Genevoix, 176). Mais là encore, la réalité s'avère plus complexe car tout dépend en fait, non seulement de l'appétence individuelle pour l'écriture, mais aussi du destinataire du courrier. Le combattant se fait mutique quand il s'adresse à sa famille proche mais peut se confier davantage à un camarade resté à l'arrière. Il peut aussi, à l'inverse, en rajouter, à l'image de Lang, dans *La main coupée* de Blaise Cendrars, écrivant à ses amoureuses de longues épîtres pleines de haut faits héroïques imaginaires :

> Dans chaque lettre il posait, il glissait une de ses photographies, et sans cesse il me suppliait de lui en faire des nouvelles, posant au créneau, faisant le zouave, la baïonnette au canon, brandissant des grenades dans un trou d'obus, cisaillant des barbelés, couché nez à nez avec un vieux macchabée en casque à pointe, un véritable cinéma. (Cendrars, 36)

Quant aux blessés qui pourraient transmettre d'éventuels bruits depuis le front vers l'arrière, ils ne semblent pas davantage communiquer. « J'ai tenté à maintes reprises de les approcher, écrit le soldat Digo en début de guerre, mais on les entoure d'une garde sévère.

Les personnes qui ont pu leur parler n'ont du reste rien appris. […] On dit qu'il leur est interdit, sous les peines les plus graves, de donner le moindre détail sur ce qu'ils ont vu ou fait[20] ». Les suppositions de Bloch sur le rôle des blessés et, partant, du personnel médical dans la diffusion des fausses nouvelles du front restent difficiles à évaluer, faute de sources. Paradoxalement, les rumeurs semblent en tout cas donc plutôt refluer de l'arrière vers le front.

Négligés par Marc Bloch, les 2 à 3 millions de réfugiés constituent, ce nous semble, un vecteur de transmission plus prolixe. Véritables cumuls-relais, ils servent de caisse de résonance aux rumeurs d'atrocités et contribuent à amplifier encore davantage la peur et la déstabilisation que suscite à l'arrière leur intrusion brutale et imprévue qui donne corps aux rumeurs d'invasion. Or, ces récits originels que les populations de l'arrière accueillent comme authentiques faussent en réalité l'information. Les faits rapportés proviennent en effet des émigrants des premiers jours de guerre. Ils sont rarement de première main et paraissent d'emblée amplifiés, inventés ou inconsciemment reconstruits. De Dinant, les fuyards évoquent des cas de mutilations atroces mais les rapports des médecins militaires les démentent formellement. Dans son journal, le jeune sedanais Yves Congar évoque le 7 août « 1 m de haut de cadavres [gisant] dans les rues de Liège[21] ». Quant à Isabelle Rimbaud, ce qu'elle entend des migrants qui la précèdent sur les chemins de l'exil dépasse l'entendement :

> Ce que l'on comprend des récits de ces malheureux confirme les atrocités relatées par les journaux. Il y aurait eu des rafles d'habitants, que les Allemands auraient ensuite emmenés en captivité, ou torturés, ou fusillés, ou bien placés comme bouclier devant leurs troupes à l'assaut ; les enfants auraient été séparés de leurs parents et, perdus, seraient morts dans les bois ; des nourrissons auraient été tués dans les bras de leur maman, les petits garçons auraient eu les oreilles coupées et des petites filles les poignets tranchés. Partout où passe l'ennemi règne le pillage, l'incendie et la destruction. L'horreur meurtrière de la bataille dépasse l'imagination ; la Meuse roule du sang, on passe les rivières à gué sur les cadavres ; la Sambre, du côté de Charleroi, obstruée par l'amoncellement des corps, a débordé, inondant de rouge la prairie. (Rimbaud, 33)

Ces récits, déjà exagérés en soi, se déforment à chaque étape. À Reims, Louis Guédet rapporte à ses proches les propos d'un officier trésorier-payeur en poste à Paris à qui un enfant belge de 14 ans, « blessé au poignet », aurait raconté « que les Allemands achevaient les blessés[22] ». L'anecdote est édifiante. L'enfant, qui n'a pas assisté aux exactions, relaie donc des « on dit » tout en accréditant lui-même la théorie de la barbarie allemande par sa blessure emblématique qui, par déformation, vient gonfler la légende des enfants aux mains coupées. De Reims, ces versions vont rayonner dans toute la France par le biais des émigrants quittant la ville, effrayés par ces récits par lesquels « l'épouvante gagne et se propage[23] », et parvenir jusqu'aux « agréables plages de l'Ouest » où, dixit Louis Guédet, ces fuyards pourront à loisir « parader et raconter [ces] hauts faits ».

Parvenus à l'arrière, nul ne remet en effet en cause les récits de ces émigrants sortis du « vestibule de l'enfer » (Rimbaud, 87) et dont l'allure pathétique ajoute à leur bonne foi supposée. On la ressent dans leurs « yeux de gens effrayés, terrifiés par les horreurs qu'ils ont vues et qu'ils racontent[24] ». Qu'importe si l'établissement de leur vérité narrative ne

---

20 *La Grande Guerre de Maurice Digo au 146e R.I. du 20e Corps (30 octobre 1914-2 août 1919)*. Plessala : Bretagne 14-18, 2008.

21 *L'enfant Yves Congar. Journal de guerre 1914-1918.* Édité par Audoin-Rouzeau, Stéphane et Congar, Dominique. Paris : Cerf, 1997, p. 24.

22 Carnet de guerre du rémois Louis Guédet, 29 juillet-31 août 1914 [en ligne].

23 Carnet de Juliette Maldan [en ligne].

24 *L'Union Libérale*, 6 septembre 1914.

correspond qu'à une mémoire reconstruite, ou plus prosaïquement qu'à une réponse à l'attente des foules accueillantes. Chacun a son histoire, comme une note différente sur le même thème de la douleur et de la cruauté. Comment, effectivement, mieux emporter l'adhésion d'une population dont on sollicite empathie et générosité qu'en recourant aux récits les plus tragiques possibles ? À Saint-Brieuc, ils narrent des cas de maltraitance d'enfants, de pillages et d'incendies de maisons et d'assassinats[25]. À Évran, ils retracent « avec force détails les atrocités commises par les Allemands[26] ». Le grand journal régional breton *L'Ouest-Éclair* consacre même à ces récits une rubrique intitulée « ce qu'ils ont vu », s'ouvrant sans réserve à une dizaine de témoignages du même type[27]. Ainsi mêlées, pitié et colère se nourrissent mutuellement de ces récits anecdotiques, propres à accroître la générosité des donations caritatives. Certains réfugiés perçoivent nettement la dérive où conduisent ces descriptions par trop mythifiées, à l'instar d'Albert Dauzat :

> Lorsqu'ils arrivent à l'arrière, on leur demande les récits de ce qu'ils ont vu, récits que l'auditeur s'attend à trouver impressionnants et tragiques… Le narrateur perçoit très bien ce désir ; de son côté, il veut paraître bien informé, d'où sa tendance, plus ou moins inconsciente, à exagérer, à amplifier… (Dauzat, 36)

Comme greffées dans les esprits, ces légendes ressortent parfois intactes quelques années plus tard sous la plume des enfants réfugiés. À Nantes, quelques dessins libres croquent ainsi des scènes inspirées de publications illustrées comme la destruction de la cathédrale de Reims, les bombardements de Paris par les gothas ou les exécutions de femmes et d'enfants[28]. L'étude des fonds scolaires nous apprend que ces écoliers ont été clairement orientés dans leur inspiration par des matériaux pédagogiques comprenant entre autres des cartes postales sur les enfants aux mains coupées ou des récits légendaires illustrés comme celui de l'exécution du petit garçon au fusil de bois[29]. Plus symptomatiques encore sont les dessins réalisés en 1916 par les élèves de l'école alsacienne de Paris[30]. Nombreux sont ceux qui, à l'image du futur écrivain Vercors, reconstruisent leurs souvenirs à l'aune des légendes colportées en dessinant des scènes de massacres et parfois de viols avec pour constante la référence aux mains coupées. Cette légende semble avoir contaminé l'ensemble du public scolaire puisqu'on en trouve également la trace à Bénodet, dans le Finistère.

Seul média informationnel apte alors à servir de relais indirect aux fausses nouvelles, le rôle de la presse pose question. Il faut en effet se garder de porter sur les faits historiques un regard trop encombré par les évidences du temps présent. Définir la place des journaux dans la diffusion des légendes mais aussi des rumeurs d'espionnite plus locales durant la Première Guerre mondiale est un exercice complexe. Deux questions se posent d'emblée pour mesurer son influence en la matière. D'une part, la presse est-elle lue massivement ? Un premier paramètre intervient négativement dans sa diffusion. En effet, nombre de journaux ont subi très directement l'impact de la mobilisation. Dans le Morbihan, seuls 5 titres ont ainsi survécu à l'entrée en guerre sur la vingtaine existant au 1er août 1914. L'offre est donc d'emblée amoindrie. Par ailleurs, l'accès à ces journaux est très différencié spatialement. Très présents en ville, ils le sont sur les côtes quand ils peuvent y être livrés.

25 *Bulletin paroissial de la paroisse Sainte-Anne de Robien (St-Brieuc),* n°41, 6 septembre 1914, p. 3.
26 ADCA, 1 T 402, Notices communales 1914-1918, commune d'Évran.
27 *L'Ouest-Éclair*, 27 août 1914.
28 Archives municipales de Nantes, 1 R 15-18, fonds scolaires 1914-1918.
29 Cet exemple très symptomatique de l'utilisation de l'enfant pour accréditer la légende de la barbarie allemande reste celui de cet enfant de 7 ans prétendument fusillé par les Allemands à Magny en Haute-Alsace pour les avoir mis en joue avec un fusil de bois. Il illustre des cartes postales comme celle R. Bataille éditée dès 1914 à Paris par CL Noé.
30 La Première Guerre mondiale représentée par des élèves de l'École alsacienne [en ligne : https://archives.ecole-alsacienne.org/les-dessins-de-la-grande-guerre.html].

À Saint-Jacut-de-la-mer, « les journaux [sont] lus avec avidité, et pour les avoir plus tôt, bon nombre de personnes se [rendent] chaque jour à Beaussais, à 3 kms du bourg », où une automobile assure leur livraison[31]. À Pordic, l'instituteur, qui inventorie tous les abonnements à des organes de presse nationaux ou locaux, en conclut que « chaque famille a lu au moins un journal le dimanche » durant la guerre[32]. Même constat sous la plume du curé de Quintenic qui note ainsi le 5 septembre : À notre arrivée à Binic, on ne voit que Parisiens ou autres attendant le journal. On se précipite sur les vendeurs. Il n'y en aura pas assez. […] On s'arrache la gazette, le *Nouvelliste de Bretagne* et l'*Ouest-Éclair*[33].

Pourtant, dans la localité toute proche de Tréveneuc, les populations restent sans nouvelles, « les journaux n'arrivant plus[34] ». On saisit ici la grande importance des transports dans la diffusion de l'information, ce qui rend sur ce point les communes rurales de l'intérieur encore plus tributaires. À Saint-Julien, près de Saint-Brieuc, les nouvelles se font rares jusqu'à la mise en place d'un « service par auto établi par (*L'Ouest-Éclair*) pour desservir plusieurs cantons de l'intérieur du département[35] ». Il est donc peu étonnant de constater combien les journaux semblent peu lus dans les secteurs les plus enclavés. « Le Breton n'achète pas les journaux, surtout à la campagne, et ne se tient guère au courant des nouvelles de la guerre[36] », note ainsi le sous-préfet de Pontivy tandis qu'un brigadier précise à propos des femmes : « elles lisent peu les journaux aussi, à nos passages, des nouvelles nous sont demandées[37] ». Cet obstacle concerne spécialement les campagnes bretonnantes pour lesquelles l'offre d'information, presque exclusivement francophone, crée un quasi-empêchement d'accès à l'information journalistique. Une deuxième question s'impose concernant le relais potentiel joué par la presse dans la diffusion des fausses nouvelles : est-elle crue ? La réponse reste à nouveau incertaine et différenciée. Un grand nombre de lecteurs potentiels, essentiellement les plus éduqués et surtout les plus attachés à une lecture réflexive, se défient rapidement de ces médias vides d'informations fiables et suspects de contribuer au bourrage de crâne. Cette méfiance, partagée on l'a vu par une partie des combattants, s'étend par capillarité à leurs proches. À Pordic, l'instituteur note que ses concitoyens, gagnés par le scepticisme, se sont détournés des informations publiées par les journaux au bout de quelques semaines[38]. Est-ce à dire que la presse n'a joué aucun rôle dans la propagation des rumeurs ? En vérité, elle intervient au moins sur deux points, celui du sens moral accordé à la guerre et celui du relais et de l'amplification des fausses nouvelles locales.

La presse locale, globalement, ne répercute pas les exactions commises par les Allemands et ne participe pas à la diffusion des légendes sur la barbarie allemande en tout début de guerre. Les journaux illustrés nationaux, apanage d'un lectorat plus urbain et élitiste, publient pourtant quantités d'illustrations caricaturales composant une imagerie, presque un bestiaire, croquant le « boche » à casque à pointe tantôt sous l'apparence d'un colosse barbare déshumanisé, cruel et ensanglanté, tantôt sous une forme mi-animale, mi-monstrueuse. Cette déferlante propagandiste puisant dans l'imaginaire collectif n'a peut-être pas été sans contribuer, très indirectement, à cette diabolisation descriptive qui s'incarne dans les traits monstrueux de « l'espion déguisé en femme » de Plouézec tel que la rumeur publique le dépeint. Si la presse locale contribue cependant à l'ancrage dans les esprits de cette légendaire barbarie allemande, c'est avant tout par des biais sémantiques très généraux. Ce thème inspire aux éditorialistes des élans hugoliens sur les forces noires

31 ADCA, 1 T 402, notices communales 1914-1918, commune de Saint-Jacut-de-la-mer.
32 *Ibid.*, commune de Pordic.
33 ADSB, livres de paroisse, paroisse de Quintenic.
34 ADCA, 1 T 402, notices communales 1914-1918, commune de Tréveneuc.
35 *Ibid.*, commune de Saint-Julien.
36 *Les Morbihannais dans la Grande Guerre*, Vannes : archives départementales du Morbihan, 2014, p. 129.
37 *Idem.*
38 ADCA, 1 T 402, notices communales 1914-1918, commune de Pordic.

et sur les « Huns de l'Attila moderne » s'affrontant à la France, patrie des Lumières et de la liberté. Cette fougue saisit notamment le rédacteur en chef de *L'Union Libérale* dans un éditorial teinté de lyrisme manichéen :

> L'indifférence est bannie de la planète : il faut être pour ou contre la France ou l'Allemagne, avec ou contre le pangermanisme ou la liberté. Les peuples sont dissous, les nations sont voilées, deux êtres formidables restent en présence, deux tendances contradictoires de la nature humaine : la Force et le Droit. […] L'heure est proche où la sélection naturelle fonctionnant sans répit purgera la civilisation de ses derniers parasites. […] Malheur à ceux qui ont fait peser sur l'Europe le joug écrasant de la force, comme si les griffes et les dents, indices de la brute, étaient l'enseigne de la supériorité ! Ils iront rejoindre dans la préhistoire le diplodocus, le macrothérium, le mastodonte, tous les colosses fossiles, pourtant si puissamment outillés pour la destruction[39].

Ces articles visent à déshumaniser l'ennemi, à le disqualifier moralement et même à lui dénier toute appartenance à l'Humain en lui accolant des étiquettes mobilisant des répertoires de représentations du mal, du diabolique ou de la barbarie. Parallèlement, la presse locale attise l'espionnite, en promouvant les placards préventifs officiels – « méfiez-vous, taisez-vous, les oreilles ennemies vous écoutent » –, en publiant des illustrations d'exécutions d'espions ou en ouvrant ses colonnes à des feuilletons anxiogènes tel « Démon Boche », série en épisodes publiée à partir de juin 1915 par l'*Ouest Eclair*. Livres et dessins de presse achèvent d'attiser cette paranoïa en dressant une galerie de portraits-robots de cette avant-garde étoffée de l'armée allemande que constituent les espions dissimulés par tout le pays. Certaines affaires, comme celle de l'espion Kahn, permettent même aux journaux locaux de feuilletonner goulûment. Comment ne pas faire le rapprochement avec les descriptions caustiques de Louis Guilloux décrivant l'engouement malsain des habitants de Belzec, se ruant sur *Le Belzécien*, feuille de chou locale adepte des ragots, à l'annonce d'un papier retentissant annoncé à forces cris de petits vendeurs :

> En première page, à la place d'habitude réservée à l'article de M. Durocher, se trouvait un filet d'une trentaine de lignes, portant ce titre mystérieux : Est-il exact que ? … Suivait une série de questions : est-il exact qu'un professeur de la ville ait commis de lourdes fautes ? Est-il exact que ses collègues l'aient rejeté de leur association ? Est-il exact que les autorités ne sont pas intervenues jusqu'à ce jour ? Et d'autres questions encore…
>
> – Ah ! Ah ! Jubilait la petite ville… Ah ! Ah ! Enfin... (Guilloux, 122)

Si la presse ne les crée donc jamais, elle fait office de multiplicateur secondaire des rumeurs. En leur accordant du crédit et faute de les soumettre au crible de l'enquête rationnelle, elle les érige en impostures. La rumeur ou la légende en ressortent comme validées, à l'instar des multiples prophéties les plus fantaisistes que les journalistes relaient sans vergogne.

Une fois la rumeur produite, les vecteurs locaux parachevant sa diffusion sont multiples. Ce sont essentiellement les individus mobiles et les professions nomades, tels les marchands ambulants, les facteurs, les médecins, les conteurs de village ou toutes personnes dotées d'un véhicule motorisé et qui œuvrent pour la communauté, comme ce motocycliste passant au village de Trélat une fois par jour pour transmettre au village les informations officielles[40]. Il ne faut pas non plus négliger le rôle du simple citoyen se déplaçant tout simplement d'une localité à l'autre à l'occasion d'un marché, d'une foire ou

39 *L'Union Libérale*, 13 septembre 1914.
40 ADCA, 1 T 402, notices communales 1914-1918, commune de Trélat.

d'un événement inhabituel. Ce sont tous ces relais cumulés qui irriguent de rumeurs un maillage spatial très dense.

Spatialité : circulation et nœud de communication des rumeurs

Puisque ce qui les fonde réside dans les déformations résultant de leur reprise sans cesse renouvelée par différents locuteurs, les fausses nouvelles naissent et prospèrent là où des hommes venus d'espaces et de groupes différents peuvent se côtoyer. Le lieu le plus usité est donc au premier chef la gare. « Les gares sont des cœurs où afflue le sang du pays qu'elles lancent à pleine artère vers le nord et l'est » écrit Gabriel Chevalier (11). Ce sont aussi des lieux où refluent permissionnaires, blessés, prisonniers et réfugiés et, dans un contexte de pénurie d'informations, cette nouvelle « agora » attire et draine à ses abords une foule compacte, enflant à chaque rumeur. Condensé de la guerre en cours, elle fourmille de curieux venus se divertir de ce ballet incessant de convois ou glaner des nouvelles de première main, comme le rapporte le curé de Quintenic :

> À notre arrivée à Binic, […] on demande des nouvelles de la guerre. À Étables, même scène. Il y a plus de cent personnes, et surtout des femmes, fillettes, quelques vieillards. […] À ma descente du train, des baigneuses me demandent ce qu'il y a de nouveau. Paris est-il investi ? Et la bataille de Compiègne[41] ?

Si cafés et commerces sont aussi des lieux de transmission des nouvelles, les marchés démultiplient les occasions de mettre en contact autochtones et marchands ambulants. « Les femmes étant allées ce jour au marché de Saint-Brieuc en rapportent la nouvelle de la retraite de Charleroi[42] » note ainsi l'instituteur de Saint-Julien le 28 août 1914. Une fois dans la place, l'information circule au gré des lieux de sociabilité locaux, le lavoir jouant ici un rôle souvent souligné. L'information se diffuse alors par une interrelation complexe entre les lieux et les hommes et suivant une chronologie très différenciée qui ne laisse pas les campagnes les plus reculées totalement enclavées. Sans doute est-ce même là que l'impact de la rumeur se révèle le plus fort. Peu accoutumé à l'altérité ou à l'étrangeté, le monde rural subit davantage cet état de peur né de la rupture entre le monde d'avant et le monde présent. De manière souvent hypocondriaque, il se défie de chaque nouveauté qui lui semble un danger et se montre plus vulnérable aux rumeurs. La part du niveau d'éducation, plus faible qu'en milieu urbain, serait à creuser. Non sans condescendance, de nombreux notables ruraux confortent ce lien. « On entend quelquefois de faux bruits qui ont pour auteur les ignorants et les moins intelligents qui interprètent dans un mauvais sens les articles de certains journaux[43] » rapporte ainsi l'instituteur de Saint-Bihy. Le député du Morbihan, Régis de l'Estourbeillon, s'emporte également contre « les empoisonneurs de l'arrière » trouvant dans des masses campagnardes ignorantes et crédules un terreau admirablement disposé à accueillir et à diffuser les canards les plus fantaisistes[44]. Si le défaut d'instruction constitue sans doute un paramètre clé de l'adhésion aux fausses nouvelles, il ne les explique pas à lui seul. Nombre d'intellectuels urbains ont en effet beaucoup œuvré dans la fabrique des rumeurs et des légendes. L'aveuglement nationaliste d'une certaine élite a sans doute contribué à brouiller autant raisonnement et sens critique que l'inculture supposée des classes populaires.

L'impact social des rumeurs : mobilisation et débordements populaires

Dès la fin de l'été 1914, deux catégories de légendes d'ampleur nationale, l'espionnite et la barbarie de l'ennemi, fournissent donc au quidam moyen soucieux de se désembusquer sa feuille de route patriotique : l'espion est partout, il est au service d'une nation barbare ;

41 ADSB, livres de paroisse, paroisse de Quintenic.
42 ADCA, 1 T 402, notices communales 1914-1918, commune de Saint-Julien.
43 *Ibid.*, commune de Saint-Bihy.
44 *Le Nouvelliste*, 1er septembre 1915.

le traquer, c'est donc en soi faire un pas vers la victoire de la France et, par là même, celle de la civilisation. Certes, passé l'automne 1914, l'excitation nationaliste est retombée et les esprits semblent s'être apaisés. Pourtant, le feu couve toujours sous la braise et n'attend que ce fameux événement fortuit pour se réveiller.

Pourquoi traquer l'espion ?

Dès l'entrée en guerre, une répartition des tâches naturelle et consciente s'instaure entre combattants et civils. Aux premiers revient la tâche de faire la guerre et de la gagner, aux seconds celle d'y contribuer en annihilant toute menace pesant sur la nation en guerre. Plusieurs motivations animent celles et ceux qui prétendent contribuer à la défense nationale. La grande majorité est guidée par le souci sincère de servir la France. Animés d'une forme de complexe d'inutilité, ces patriotes zélés cherchent à se déculpabiliser de n'être pas au front en traquant l'ennemi de l'intérieur. En marge de cette volonté de servir la France, la chasse à l'espion constitue aussi une forme de loisir patriotique. Le plaisir pris à surveiller et à localiser l'agent de l'ennemi sert en effet la nation autant qu'il désennuie celui qui s'y adonne. L'espionnite est donc parfois un jeu, quand ce n'est pas un spectacle. À Moncontour, un événement crée ainsi un émoi et un emballement populaire assez cocasse en début de guerre :

> Les nouvelles un moment sont fantasques, on voit des espions partout ; un dentiste de Saint-Brieuc dit-on, sera fusillé demain. Des curieux de Moncontour partent pour voir l'exécution. Avant d'arriver à Saint-Brieuc, ils apprennent que la nouvelle est fausse ; ils s'en reviennent penauds[45].

Une troisième motivation, plus honteuse, relève de la malveillance individuelle, la guerre servant d'alibi pour régler quelques comptes à moindre frais en dénonçant des ennemis personnels ou des créanciers. « Déjà, il suffit de jeter adroitement un nom à la foule pour se défaire d'un rival » rapporte l'abbé Lelièvre (5), témoin de l'agitation des premiers jours de guerre. Ici, ce sont des employés qui ameutent la foule pour se venger d'un patron honni en révélant ses prétendues origines allemandes (Breton, 22). Là, c'est un instituteur laïc qui est dénoncé comme espion par le curé du village, sur fond de querelles politiques fort datées[46]. Animés de ces intentions multiples, les « renifleurs » portent leur regard aiguisé et paranoïaque sur quelques figures archétypales d'espions potentiels.

Portraits-robots de l'ennemi de l'intérieur

Tout naturellement, l'ennemi de l'intérieur est d'abord associé à l'Allemand avéré. Cette suspicion aiguise particulièrement les regards dans les villes et sur les côtes, où la propagande a identifié cette fameuse avant-garde de l'armée allemande. Des publications dressent par le détail les composantes de cette « invasion masquée précédant l'invasion casquée[47] » : voyageurs de commerce, industriels, commerçants, livreurs, garçons de café, domestiques ou touristes. Des cartes postales viennent achever d'enraciner cette suspicion catégorielle, à l'instar de la série de Charles Léo intitulée « Faces boches ». Une des figures archétypales de ces espions hérités de l'avant-guerre est celle du banquier Kahn. Soucieuse de donner corps aux prédictions d'un potentiel débarquement allemand sur l'île de Bréhat, la presse régionale bretonne s'empare du dossier dès le mois d'août 1914. Pour préparer et coordonner pareille campagne militaire – on évoque alors sans ciller le débarquement de 200 000 hommes sur l'île – il faut un espion dans la place. Maximilien Kahn, fils d'un influent banquier juif de Francfort et propriétaire d'une villa cossue sur l'île, est le candidat

45 ADCA, 1 T 402, notices communales 1914-1918, commune de Moncontour.
46 Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, 1 F 1768, dossier d'un instituteur, Théodore Chalmel, 1885-1935.
47 Comment était organisé l'espionnage allemand ? Tome 1, *Cahiers de la guerre.* Paris : Études militaires Delandre, 1914, p. 80.

idéal. Bien que sans fondement, ces « canards bréhatins[48] » aiguisent la paranoïa des chasseurs d'espion, alimentée par une vigoureuse campagne de presse puisant aux seules sources des racontars locaux. En réalité, la figure de l'espion Kahn est avant tout une construction médiatique offerte à la vindicte populaire, qui voit dans la présence de ce juif Allemand, bourgeois et désœuvré, une véritable aubaine, sur un vieux fond d'antisémitisme le disputant à la germanophobie ambiante.

Cette suspicion ne se résorbe pas toujours avec l'emprisonnement du civil ennemi. Les riverains des camps d'internement veillent au grain afin de se prémunir contre la transformation de ces dépôts en nids d'espions. Ceux-ci, renfermant environ 60 000 individus en début de guerre, vont susciter durant 4 ans les rumeurs les plus fantasmatiques. À la fin de l'année 1915, le dépôt d'ecclésiastiques austro-allemands de l'abbaye de Langonnet, dans le Morbihan, est ainsi accusé de servir de centre d'information et de repère pour les avions ennemis. « Une enquête discrète pourrait être féconde en résultats[49] », conclut le mouchard. Les dépôts littoraux restent cependant les cibles de choix pour la rumeur publique. À Guérande comme à Sarzeau, Carnac ou Noirmoutier, sur la côte sud bretonne et vendéenne, on ne compte plus les signaux lumineux prétendument adressés aux sous-marins allemands. Loin des visées patriotiques sincères, ces accusations sont ici clairement guidées par la malveillance. La présence de ces dépôts gêne le tourisme, requinqué dès l'été 1915, et commerçants et artisans locaux pestent contre la concurrence déloyale des ateliers économiques créés dans certains dépôts. Chacun escompte secrètement de ces manœuvres un transfert des indésirables sous d'autres cieux. Pour avoir fait de son dépôt de Guérande un îlot manufacturier vanté comme un modèle par le ministère de l'Intérieur, l'administrateur Julien David s'attire plus que tout autre la vindicte commerçante, prudemment anonyme, qui l'accuse ni plus ni moins que d'être l'ami des boches et, par sa bienveillance coupable, de se rendre complice des actes d'espionnage perpétrés dans son dépôt. Dans son courrier de démission, en 1919, le directeur guérandais déplore ces racontars inspirés par la jalousie et une « folie méchante », perçant sous les apparences d'un patriotisme subit[50].

La suspicion populaire vise aussi l'Allemand fantasmé. Et dans ce contexte de peur irrationnelle, l'amalgame joue à plein et frappe toute figure inconnue, immédiatement assimilée à un danger potentiel. Il en va évidemment de même des étrangers, spécialement lorsqu'ils sont de haute taille et blonds. L'internement des populations civiles dites de « nations opprimées », tels les Tchèques ou les Polonais, mais aussi celui de nombreux Alsaciens-Lorrains, révèle la prégnance de ce principe de précaution, renforcé par l'ignorance des fonctionnaires de base chargés de séparer le bon grain de l'ivraie et qui préfèrent prudemment interner à tout-va plutôt que de laisser en liberté de potentiels espions. La population cède davantage encore à cette suspicion. Outre du nom à consonance germanique, elle préjuge de tout intrus aux apparences singulières. Partout, l'altérité intrigue et inquiète. « Haute taille, moustache blonde, yeux bleus et fort instruit, voilà évidemment un officier prussien[51] ! », concluent en chœur les habitués d'un bistrot de Fougère à la vue d'un client inconnu. Dans les campagnes les plus reculées, cette suspicion fonctionne à plein et transforme chaque hors-venu en dangereux suspect. À l'instar de « l'espionne de Plouézec », cette appréhension de l'inconnu provoque quelques bavures populaires plutôt ubuesques à l'encontre de supposés « espions boches » déguisés en femmes. Le contexte joue à nouveau son rôle, alors que circule une véritable légende aux ramifications nationales concernant une femme à grand chapeau à plume circulant en

48 *Le Journal de Paimpol*, 13 février 1916.
49 Archives départementales du Morbihan, 4 M 526, Courrier au préfet, novembre 1915, dépôt de Langonnet.
50 Archives départementales de Loire Atlantique, 2 R 255, camp d'internement de Guérande, courrier du 25 mars 1918.
51 *Le Réveil fougerais*, 14 août 1914.

automobile et distribuant des bonbons empoisonnés aux enfants de l'arrière (Becker 1977, 509). En mai 1915, un « agent de l'Allemagne » soupçonné de ravitailler les « boches qui crèvent de faim » est ainsi appréhendé par la foule sur le marché aux bestiaux de Lannion. Démasqué par sa haute taille, sa perruque et sa dense pilosité maladroitement dissimulée par un rasage frais, l'individu incriminé est en réalité une négociante originaire d'un village voisin. Elle justifie ainsi devant l'enquêteur les stigmates physiques à l'origine de la méprise : « Que voulez-vous, la nature m'ayant affligée, je n'ai encore trouvé qu'un moyen pour dissimuler ce duvet disgracieux : je fais comme vous, je me rase[52] ! »

Cette assimilation à l'ennemi frappe également, mais de manière cette fois plus malveillante et préméditée, celles et ceux suspectés d'une germanophilie complice. On y classe d'autorité, dès les premiers jours de guerre, ceux qui se taisent quand la foule entonne *La Marseillaise* et vocifère contre l'Allemagne, ou ceux qui se montrent simplement dubitatifs quant aux chances de victoire expéditive et triomphale de la France. Le mutisme et le doute disqualifient alors ceux qui s'y adonnent et les muent immédiatement en complice et finalement en espion à la solde de l'ennemi. On pense ici au personnage de Lanzer dans *L'indésirable* de Louis Guilloux, suspect, en plus d'être professeur d'allemand, d'avoir aidé une vieillarde alsacienne mourante détenue un temps dans le camp d'internement local. La description des comportements populaires est saisissante de réalisme :

> Quelques-uns même, le croisant dans un corridor ou sous les galeries qui entouraient la cour, n'avaient point manqué, à plusieurs reprises, à l'insulter indirectement, en disant à leur voisin à haute voix des paroles comme celle-ci :
>
> – Tant que nous n'aurons pas réduit les ennemis de l'intérieur…
> A quoi le voisin répondait :
> – L'Allemagne est riche… L'Allemagne paie bien ses agents. (Guilloux, 106-107)

Cette traque touche aussi, par extension, toutes celles et ceux qui sont associés à l'Allemand par mariage ou par fréquentation, réelle ou supposée. Il en va ainsi des femmes françaises mariées à des Allemands et à leurs enfants. Huit cents d'entre elles sont ainsi regroupées durant les premiers jours de guerre au dépôt de la préfecture de police de Paris sous le motif d'espionnage potentiel. Elles sont partout massivement dénoncées puis transférées dans les camps d'internement où elles représentent, à l'automne 1914, entre 5 et 10 % des effectifs. Des courriers d'internés notent qu'elles y sont parfois moins bien traitées que les Allemandes de naissance[53]. Ce cantonnement préventif s'étend également aux femmes suspectées d'avoir fréquenté des Allemands dans les départements occupés de l'Est et du Nord. Cent cinquante de ces « femmes douteuses » sont ainsi cantonnées à l'hôtel de Kergroës, dans le Finistère, aux motifs d'un anticonformisme social et moral supposés gêner la nation en guerre. Si la prostitution constitue à elle-seule une forme de « lèpre sociale » (Le Naour, 156), le soupçon de relation avec l'Allemand vaut, pour sa part, acte de collaboration et assimile clairement ces femmes à l'ennemi. Cette défiance s'étend enfin aux réfugiés que l'on accuse d'avoir été « infectés » par leur contact avec l'ennemi. Qu'importe si, à l'exception des rapatriés de 1917, l'écrasante majorité ait fui l'avancée ennemie et n'ait donc jamais côtoyé physiquement les soldats allemands. Dans les zones rurales enclavées, ce type d'accusation relève en fait davantage de la peur structurelle de l'errant. À Saint-Trimoël, cinq Belges s'attirent la suspicion du maire : ils n'ont aucun papier et ont « des allures louches[54] ». L'insulte « boche » souvent usitée n'est

52 *Le Moniteur des Côtes-du-Nord*, 20 mai 1915.
53 Archives départementales des Côtes d'Armor, 9 R 7 Camp d'internement du Jouguet, courrier d'un interné, août 1915.
54 ADCA, 1 T 402, notices communales 1914-1918, commune de Saint-Trimoël.

alors souvent qu'un acte insincère destiné surtout à blesser au plus profond et à semer la confusion et l'amalgame pour provoquer la suspicion et se débarrasser d'un intrus.

Les modes d'intervention populaire

On sait, depuis les travaux de George Lefevre sur la Grande peur de 1789[55], comment des émotions collectives intenses peuvent déclencher des mouvements de violence populaire incontrôlables. Sans atteindre ce degré ni cette ampleur, la traque de l'ennemi de l'intérieur durant la Première Guerre mondiale relève par bien des aspects de cette forme de débordement émotionnel. Le partage des rôles entre l'individu et le collectif est assez clair. L'individu « renifle » et dénonce au premier soupçon ; la foule s'attroupe et admoneste ; les autorités appréhendent puis enquêtent et sanctionnent, si nécessaire.

Qu'elle suscite la rumeur ou en soit la traduction, la délation constitue l'un des modes privilégies de l'intervention populaire. Comme dans tous les départements, la lettre anonyme fleurit « avec une intensité remarquable[56] » pour dénoncer le moindre élément suspect, confient les autorités vendéennes en août 1915. Certains délateurs agissent aussi verbalement pour ameuter la foule. « Conspuez l'espion ! C'est l'Allemand qu'il nous faut[57] ! », scande un quidam en gare de Rennes, intrigué par un comportement suspect. Une fois lancée, la rumeur est collectivement assumée et le mouchard retourne immédiatement à l'anonymat.

Le recours à l'intervention physique collective remonte aux premiers jours de la mobilisation, toutes les émotions du moment explosant de manière pulsionnelle à la simple rumeur. Si cette fièvre populaire s'estompe ensuite progressivement, la moindre occasion contribue à la réveiller. Certains courriers de dénonciation annoncent la couleur, comme à Maroué, dans les Côtes-du-Nord où un patriote vigilant a « logé » sa Mata Hari, en réalité une simple domestique allemande employée par le maire : « Si vous ne metez pas bon orde, prévient-il dans un courrier au préfet, nous y metrons le feu chez lui et nous la fouterons à l'eau [sic][58] ». Comme un écho lointain à ce dessin de Shepperson publié le 2 septembre 1914 dans *Punch,* représentant une mère et ses deux enfants spéculant à voix basse sur le sort de la domestique qui s'active en arrière-plan : « faut-il tuer Fräulein ? »

L'intervention physique n'est pas toujours qu'une menace épistolaire. Elle s'inscrit dans une sorte de rituel où s'enchaînent dénonciation, attroupement et arrestation du suspect par la foule qui le remet aux autorités en charge de l'interrogatoire. Durant cette phase active, les individus attroupés font montre d'une forme de crânerie virile visant avant tout à créer un rapport de force. Insultes et menaces fusent, sans jamais cependant transgresser l'ordre établi, toujours incarné par une poignée de représentants de l'autorité. Pareils aux deux douaniers qui escortent l'« espionne » de Plouézec, ce sont des pompiers et de vieux militaires qui encadrent le prétendu officier prussien arrêté à Fougères mi-août 1914, cerné par un agrégat de patriotes exaspérés proposant rien de moins que de le fusiller séance tenante[59]. À Rennes, un suspect est mené en cortège jusqu'au commissariat par 200 à 300 personnes déchaînées, éructant des menaces de mort et se proposant, au passage du pont Saint-Georges, de jeter le suspect à l'eau. L'intervention des soldats en armes escortant l'individu, renforcés par des infirmiers militaires, permet de calmer les esprits et de le mener jusqu'au commissariat de police[60].

Au final, ces remous populaires tiennent davantage de la surenchère rituelle que d'un réel désir de faire justice en lieu et place des pouvoirs constitués. Cette violence collective permet d'évacuer les tensions accumulées tout en donnant à ses contributeurs le sentiment

55 Lefebvre, George. *La Grande peur de 1789.* Paris : Armand Colin, 1932.
56 Archives départementales de la Vendée, 4 M 265, Rapport au préfet, août 1915.
57 *L'Ouest Eclair*, 15 août 1914.
58 Archives départementales des Côtes d'Armor, 9 R 2, Camp d'internement du Jouguet, dossiers des internés.
59 *Le Réveil fougerais*, 14 août 1914.
60 *L'Ouest Eclair*, 15 août 1914.

déculpabilisant d'agir contre l'ennemi de manière symétrique aux combattants du front. Vainement du reste, car ces ennemis de l'intérieur sont toujours imaginaires et le verdict des autorités étouffe partout ce frisson ressenti à la perspective d'avoir aperçu l'ombre de l'ennemi derrière les rideaux.

Dans toutes les affaires postérieures aux premiers jours, les autorités assument clairement leur rôle. Peu désireuses de rabrouer trop sèchement ces cohortes de patriotes zélés que la politique étatique de défense nationale inspire en partie, elles s'efforcent d'enquêter consciencieusement sur chaque dénonciation et de prévenir autant que possible toute tentation de justice populaire que le souvenir des violences de rue d'août 1914 interdit de sous-estimer. Ces dérives vengeresses seraient d'autant plus embarrassantes que les espions sont partout imaginaires. Cette ambiguïté du rôle des pouvoirs publics se lit clairement dans les propos du commissaire de police de Rennes :

> Par les temps qui courent, l'on ne saurait être trop prudent. Mais, tout de même, il ne faudrait pas pousser la prudence à l'excès. Qu'on surveille les gens suspects, qu'on examine leurs faits et gestes, fort bien. Mais que, sans raison, l'on fasse arrêter n'importe qui, qu'on le traite comme un bandit, voilà qui est exagéré. Encore une fois, ne nous énervons pas, conservons tout notre sang-froid : les circonstances l'exigent[61].

Conclusion

Si le recours à la micro-histoire et aux monographies permettrait sans doute d'affiner la question des ressorts spatiaux et sociaux, d'analyser les différenciations dans la diffusion des rumeurs et légendes et, peut-être, d'en mieux cerner les logiques de genre, une question centrale se pose déjà : cette construction mentale d'un ennemi de l'intérieur et ses traductions sociales sont-elles constitutives d'une hypothétique culture de guerre ? Celle-ci est définie par ses inventeurs comme un ensemble de représentations et de pratiques partagées, en rupture totale avec l'avant-guerre et porteuses d'un patriotisme exacerbé, d'une haine de l'ennemi et de formes nouvelles de violences radicales. Certes, le rapport à l'étranger, et notamment au ressortissant ennemi, change radicalement dès la mobilisation, ce qui pourrait avoir aiguisé la volonté patriotique de traquer et d'éradiquer tout ce qui s'y apparente. Pour autant, il convient de se défier de toute analyse monolithique. D'une part, loin d'être toutes patriotiques, les motivations des chasseurs d'espions sont parfois dictées par l'intérêt personnel, la rancune ou la jalousie. D'autre part, les comportements les plus violents ne participent guère d'un renforcement de l'ordre public. Par ses destructions, ses tabassages, ses attroupements et ses tentations de justice expéditive, la foule agit hors du droit. En créant du désordre, elle gêne les autorités et ne sert pas la défense nationale qui ne lui sert que d'alibi fort opportun. En outre, ces pratiques ne font pas l'unanimité et de nombreux observateurs avouent leur honte face aux dérapages populaires. Comme le note Jean-Jacques Becker, si l'opinion publique paraît un temps avoir été complice, elle s'est vite ressaisie (Becker 1977, 505). La pratique de la mouchardise a elle-même ses détracteurs, notamment dans la presse locale. Et puis, comme toujours, il demeure des indifférents et des passifs, ceux-là même qui se dérobent toujours au regard de l'historien. De fait, la haine de l'ennemi, composante essentielle d'une hypothétique culture de guerre et matrice supposée d'une traque violente et sans pitié de l'ennemi de l'intérieur, n'est pas consubstantielle à la population française. En effet, dès 1915, le véritable ennemi est tout sauf dissimulé. Il est dans les champs, dans les forêts, sur les routes, dans les usines et dans les ports, où plus de 300 000 captifs travaillent en novembre 1918. Et la défiance à leur égard s'y est estompée depuis longtemps, y compris dans des régions rurales pourtant durement endeuillées. Jadis abhorré, ce « barbare rétrograde » est devenu entre-temps un

61 *L'Ouest Eclair*, 15 août 1914.

travailleur providentiel dont l'apport est si apprécié qu'on en oublie toutes les préventions sécuritaires. Extraits massivement de leurs « nids d'espions », les prisonniers sont employés dans les campagnes, parfois isolément et quasiment sans surveillance. Désorganisée, peu consensuelle et imprévisible parce qu'essentiellement pulsionnelle et irrationnelle, la traque de l'ennemi de l'intérieur se révèle au final plus embarrassante qu'utile pour les autorités. Elle sert d'exutoire pour une frange de la population en quête de boucs-émissaires pour conjurer sa colère et sa peur et se déculpabiliser de son inaction. Cet exercice ressenti comme patriotique traduit aussi souvent, dans les zones les plus enclavées, une tentation naturelle au repli sur soi. L'étranger au monde clos de la communauté villageoise, qui constitue alors le niveau d'identification le plus rassurant, suscite naturellement crainte et suspicion. Son étrangeté inspire la défiance et dans un contexte de peur nourri des rumeurs les plus folles, il n'y a qu'un pas, toujours si vite franchi, entre l'intrus, le suspect et l'ennemi.

Université de Rennes 2

OUVRAGES CITÉS

Audoin-Rouzeau, Stéphane et Annette Becker. *14-18. Retrouver la guerre.* Paris : Gallimard, 2000.

Becker, Jean-Jacques. *Les Français dans la Grande Guerre.* Paris : Robert Laffont, 1980.

----. *1914 : comment les Français sont entrés dans la guerre.* Paris : Presses de la fondation nationale de sciences politiques, 1977.

----. *Le carnet B : les pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant la guerre de 1914.* Paris : Klincksieck, 1973.

Bleton, Paul, *La Cristallisation de l'ombre. Les origines oubliées du roman d'espionnage sous la IIIe République.* Limoges : Pulim, collection Médiatextes, 2011.

Bloch, Marc. « Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre ». *Revue de synthèse historique*, tome 33 [nouvelle série tome VII], 1921, pp. 13-35.

Breton, Jean. *A l'arrière, Souvenirs et récits de la guerre 1914-1918.* Paris : Delagrave, 1916.

Broudic, Fãnch. « La pratique du breton de l'Ancien Régime à nos jours. Méthodologie de la recherche, résultats, perspectives ». *Histoire sociale des langues de France* [en ligne]. [Consulté le 27 juin 2021]. Disponible à l'adresse : http://www.langues-de-france.org/fanch-

Bulletin paroissial de la paroisse Sainte-Anne de Robien (St-Brieuc), n°41, 6 septembre 1914.

Capy, Marcelle. *Une voix de femme dans la mêlée.* Paris : Librairie P. Ollendorff, 1917.

Carnet de guerre du Rémois Louis Guédet, 29 juillet-31 août 1914 [en ligne]. [consulté le 20 juillet 2020]. Disponible à l'adresse : https://reims1418.wordpress.com/2018/01/27/1-carnet-de-guerre-du-remois-louis-guedet-29-juillet-31-aout-1914/

Carnet de Juliette Maldan [en ligne]. [consulté le 20 juillet 2020]. Disponible à l'adresse : https://reims1418.wordpress.com/category/journal-de-la-grande-guerre/

Cendrars, Blaise. *La main coupée*. Paris, Denoël, 1999 (1946).

Chagnaud, docteur. *Le 91e Régiment d'Infanterie de Mézières. Journal de marche 1er août 1914-31 juillet 1915.* Mézières : Editions de la Société des écrivains ardennais, 1959.

Chappé, François. « Paimpol (1880-1914) : Mythes et réalités ». *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest.* Tome 91, numéro 2, 1984. pp. 171-192.

Chevalier, Gabriel. *La Peur.* Paris : Le Livre Club du Libraire, 1960 (1930).

Coeurdevey, Édouard. *Carnets de guerre 1914-1918.* Paris : Plon, 2008.

« Comment était organisé l'espionnage allemand ? » Tome 1, *Cahiers de la guerre.* Paris : Études militaires Delandre, 1914.

Dauzat, Albert. *Légendes, prophéties et superstitions de la guerre.* Paris : La Renaissance du Livre, 1919.
L'enfant Yves Congar. Journal de guerre 1914-1918. Édité par Audoin-Rouzeau, Stéphane et Congar, Dominique. Paris : Cerf, 1997.
Forcade, Olivier. « L'Action française contre l'espionnage allemand : une rhétorique de la trahison devant l'opinion ». *Le Temps des médias [en ligne]*. 2011/1 (n° 16), pp. 9-18 [consulté le 20 juillet 2020]. Disponible à l'adresse : DOI : 10.3917/tdm.016.0009.
Genevoix, Maurice. *Ceux de 14.* Paris : Flammarion, 2018 (1950).
La Grande Guerre de Maurice Digo au 146e R.I. du 20e Corps (30 octobre 1914-2 août 1919). Plessala : Bretagne 14-18, 2008.
Guilloux, Louis. *L'indésirable*. Paris : Gallimard, 2019.
Horne, John et Kramer, Alan. *1914. Les atrocités allemandes. La vérité sur les crimes de guerre en France et en Belgique.* Paris : Tallandier, 2005.
Isaac, Jules. *1914. Le problème des origines de la guerre.* Paris : Rieder, 1933.
Journal de guerre 1914-1920, d'Henriette Thiesset. Annoté par Nathalie Jung-Baudoux. Amiens : Encrage, 2012.Langenhove, Fernand van. *Comment naît un cycle de légendes.* Paris : Payot, 1916.
Le Goffic, Charles. *Bourguignottes et pompons rouges.* Paris : Editions Georges Crès, 1916.
Le Lannou, Maurice. *Un bleu de Bretagne. Souvenirs d'un fils d'instituteur de la IIIe République.* Paris : Hachette, 1979.
Le Naour, Jean-Yves. *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les mœurs sexuelles des Français 1914-1918.* Paris : Aubier, 2002.
Leca, Victor. *A bas les Boches ! Documents, commentaires, anecdotes 1914-15.* Paris : Librairie J. Victorion et Cie, 1915.
Lefebvre, George. *La Grande peur de 1789.* Paris : Armand Colin, 1932.
Léger, Fernand. « Une correspondance de guerre ». *Les cahiers du musée national d'art moderne*. Paris : Édition du centre Pompidou, 1997 (1990).
Lelièvre, Pierre. *Le fléau de Dieu.* Paris : Ollendorf, 1920.
Lorulot, André. *Barbarie allemande et barbarie universelle.* Paris : Editions de la revue L'Idée libre, 1923.
Les Morbihannais dans la Grande Guerre, Vannes : archives départementales du Morbihan, 2014.
Morin, Edgar. « Les anti-peurs ». *Communications*, 57, 1993.
Richard, Ronan. *Boulevard des étrangers. Carnet d'Hugo Ringer.* Saint-Brieuc : Les archives dormantes, 2018.
Rimbaud, Isabelle. *Dans le remous de la bataille. Charleroi et La Marne, Reims.* Paris : Chapelot, 1917.
Weiss, Louise. *Mémoire d'une Européenne. Tome 1 : 1893-1919.* Paris : Payot, 1968.